

59 (1951) No. 1

# TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

---

---

**JAARGANG 1952 No. 147**

Overgelegd aan de Staten-Generaal door de Minister  
van Buitenlandse Zaken

---

---

A. TITEL

*Verdrag tot oprichting van een Internationaal Rekencentrum,  
met Bijlage; Parijs, 6 December 1951*

B. TEKST**Convention instituant le Centre international de Calcul****LES PARTIES CONTRACTANTES,**

vu les Résolutions 22 (III) du 3 octobre 1946, 160 (VII) du 10 août 1948, 318 (XI) du 14 août 1950 et 394 (XIII) du 24 août 1951 du Conseil économique et social des Nations Unies;

vu la Résolution 2.24 adoptée par la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture lors de sa sixième session;

convaincues du fait que le développement de la recherche et de la découverte scientifiques constitue une base indispensable de tout progrès économique et social de l'humanité;

considérant:

qu'un grand nombre de recherches scientifiques verraient leur rendement considérablement accru si elles étaient poursuivies sur le plan international;

qu'il se pose à l'heure actuelle dans de nombreuses branches de la Science des problèmes mathématiques qui entraînent des calculs extrêmement complexes;

que dans plusieurs disciplines scientifiques, les progrès à venir dépendent dans une large mesure de la solution de tels problèmes;

que les récents progrès réalisés dans le domaine des machines à calculer permettent aujourd'hui d'effectuer des calculs numériques qu'il était pratiquement impossible d'exécuter autrefois;

que, dans ces conditions, il est éminemment désirable d'établir une institution internationale chargée de promouvoir et de mettre en oeuvre les moyens modernes de calcul et d'effectuer des recherches systématiques et continues sur l'amélioration de ces moyens;

**ONT CONVENU DE CE QUI SUIT:**

**Article I***Création du Centre*

Il est créé un Centre international de Calcul, ci-après désigné sous le nom de Centre. Son siège est établi à Rome.

**Convention for the establishment of the International  
Computation Centre**

**THE CONTRACTING PARTIES,**

In view of Resolutions 22 (III) of 3 October 1946, 160 (VII) of 10 August 1948, 318 (XI) of 14 August 1950 and 394 (XIII) of 24 August 1951, adopted by the Economic and Social Council of the United Nations;

In view of Resolution 2.24 adopted at its Sixth Session by the General Conference of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization;

Convinced that all human progress in the economic and social fields is necessarily dependent upon the development of scientific research and discovery;

Considering:

that much scientific research would yield far more valuable results if carried out internationally;

that there are mathematical problems at the present time in many branches of science which involve extremely complicated calculations;

that future progress in several branches of science depends to a large extent on the solution of such problems;

that recent progress in the field of computing machines now makes it possible to perform certain numerical calculations which would have been practically impossible in the past;

that it is thus highly desirable to establish an international institution with the task of promoting and applying modern computing devices and of carrying out systematic and continuous research with a view to improving those devices;

**AGREE AS FOLLOWS:**

**Article I**

*Establishment of the Centre*

An International Computation Centre, hereinafter called the Centre, is hereby established. Its seat is at Rome.

## Article II

*Fonctions*

Le Centre a une triple fonction:

1. de recherche scientifique,
2. d'éducation,
3. de service de consultation et de calcul.

Ces trois fonctions, essentielles et complémentaires, ont une importance égale.

En vue d'exercer au mieux la *première* de ses fonctions, le Centre:

crée et fait fonctionner un ou plusieurs laboratoires équipés de divers types de machines à calculer;

effectue des recherches scientifiques sur les questions relatives à l'utilisation et au perfectionnement des moyens de calcul;

établit un programme de problèmes de science pure à étudier sur le plan international dans la mesure où ces problèmes sont liés à des calculs;

s'efforce de promouvoir la collaboration entre les instituts de calcul du monde entier, d'aider à la coordination de leurs travaux et de favoriser leurs activités;

assure la publication et la diffusion des résultats des recherches entreprises par lui et s'efforce en outre d'assurer la publication d'autres travaux similaires.

En vue d'exercer au mieux la *seconde* de ses fonctions, le Centre élabore et exécute un programme pour la formation professionnelle et le perfectionnement des spécialistes dans le domaine du calcul.

En vue d'exercer au mieux la *troisième* de ses fonctions, le Centre:

assure le fonctionnement d'un service consultatif;  
institue et maintient un service de calcul.

Dans l'exercice des fonctions ci-dessus le Centre s'efforce de satisfaire par priorité aux besoins de ses Etats membres et plus particulièrement aux besoins de ceux d'entre eux qui ne disposeraient que de moyens limités.

Il se conforme toujours aux buts de paix internationale et de prospérité commune de l'humanité en vue desquels l'Organisation des Nations Unies a été constituée et que sa Charte proclame.

## Article III

*Composition*

Sont membres du Centre les Etats qui sont soit membres de l'Organisation des Nations Unies, soit membres de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture, soit membres de l'une des autres Institutions spécialisées de l'Organisation des Nations Unies et qui deviennent parties à la présente Convention.

## Article II

### *Functions*

The Centre has a triple function:

1. Scientific research,
2. Education,
3. Consultative and Computation service.

These three complementary and essential functions are of equal importance.

In order the better to carry out the *first* of its functions, the Centre shall:

establish and put into operation one or more laboratories equipped with various types of calculating machines;

conduct scientific research on questions relating to the use and improvement of computing devices;

work out a programme for the study, on an international level, of pure science problems, in so far as these problems concern computation;

endeavour to promote collaboration among computation institutes throughout the world, to assist the coordination of their work and encourage their activities;

provide for the publication and distribution of the results of its research and, in addition, endeavour to provide for the publication of other work of a similar character.

In order the better to carry out the *second* of its functions, the Centre shall prepare and carry out a plan for the professional education and advanced training of specialists in the field of computation.

In order the better to carry out the *third* of its functions, the Centre shall:

provide a consultative service;

establish and maintain a computation service.

In carrying out the functions set out above the Centre shall endeavour primarily to meet the needs of its Member States, and especially the needs of those which may have limited resources.

It shall, at all times, act in conformity with the objectives of international peace and the common welfare of mankind, for which the United Nations Organization was established, and which its Charter proclaims.

## Article III

### *Membership*

States which are members either of the United Nations, or of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization, or of one of the other Specialized Agencies of the United Nations and which become parties to the present Convention, shall be members of the Centre.

## Article IV

*Organes*

Le Centre comprend:

1. une Assemblée générale;
2. un Conseil d'administration;
3. un personnel scientifique et administratif à la tête duquel se trouve placé un Directeur.

## Article V

*Assemblée générale*

1. L'Assemblée générale est formée d'un représentant, de préférence scientifiquement qualifié, de chacun des Etats membres du Centre et d'un représentant de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture. Chacun des représentants peut être assisté d'un suppléant.

2. L'Assemblée générale constitue l'organe suprême du Centre. Il lui appartient d'établir les règlements et d'adopter toutes décisions relatifs à son fonctionnement. Elle décide notamment de la création des laboratoires visés à l'Article II, en tenant compte, en ce qui concerne le choix de leur siège, de la nécessité d'une répartition géographique équitable des activités du Centre. Elle détermine à chacune de ses sessions ordinaires les grandes lignes du programme et les bases du budget du Centre pour les deux années à venir. Elle examine le rapport biennal d'activités présenté par le Directeur du Centre, qui devra être accompagné des observations du Conseil d'administration. Elle élit, conformément à l'Article VI, les personnalités appelées à faire partie du Conseil d'administration; elle nomme le Directeur du Centre conformément à l'Article VII.

3. L'Assemblée générale élit son bureau et détermine son règlement intérieur. Ses décisions sont prises à la majorité de ses membres présents et votants, excepté s'il en est spécifié autrement dans la présente Convention.

4. L'Assemblée générale se réunit en session ordinaire tous les deux ans. Elle se réunit en session extraordinaire sur convocation du président du Conseil d'administration, à la demande de la majorité des Etats membres ou sur décision du Conseil d'administration.

5. Le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture convoquera la première session de l'Assemblée générale du Centre dans un délai maximum de trois mois à partir de l'entrée en vigueur de la présente Convention. Il prendra toutes dispositions nécessaires en vue de l'établissement de l'ordre du jour provisoire et de la préparation de cette première session.

## Article IV

*Organs*

The Centre shall comprise:

1. a General Assembly,
2. an Executive Council,
3. a scientific and administrative staff, headed by a Director.

## Article V

*General Assembly*

1. The General Assembly shall consist of one representative, preferably with scientific qualifications, of each Member State of the Centre and of a representative of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization. Each of the representatives may be assisted by a deputy.

2. The General Assembly is the supreme organ of the Centre. It shall make regulations and take all decisions relating to the operation of the Centre. In particular, it shall decide on the establishment of the laboratories referred to in Article II, taking into account, in selecting the sites, the necessity of an equitable geographical distribution of the activities of the Centre. It shall settle, at each of its ordinary sessions, the outlines of the programme of the Centre and the basis of its budget for the two succeeding years. It shall examine the biennial report of activities presented by the Director of the Centre, which shall be accompanied by the comments of the Executive Council. It shall elect the persons to hold office on the Executive Council, in accordance with Article VI; it shall appoint the Director of the Centre in accordance with Article VII.

3. The General Assembly shall elect its officers and make its own rules of procedure. Its decisions shall be made by a majority of members present and voting, unless otherwise provided in this Convention.

4. The General Assembly shall meet in ordinary session every two years. It shall meet in extraordinary session on the summons of the Chairman of the Executive Council, at the request of a majority of Member States, or upon the decision of the Executive Council.

5. The Director-General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization shall convoke the first session of the General Assembly of the Centre within three months from the entry into force of the present Convention. He shall make all necessary arrangements for drawing up a provisional agenda and for the preparation of the first session.

## Article VI

*Conseil d'administration*

1. Le Conseil d'administration est composé de six personnalités élues par l'Assemblée générale parmi les candidats présentés par les Etats membres conformément aux dispositions du paragraphe 2 du présent Article et d'un représentant de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture.

2. Chacun des Etats membres présente à l'Assemblée générale deux candidats dont l'un doit être choisi en raison de sa compétence scientifique et l'autre sur la base de son expérience administrative. En procédant aux élections, l'Assemblée générale tient compte de la nécessité d'assurer une répartition géographique équitable. Il ne pourra jamais y avoir au Conseil plus d'un membre élu ressortissant du même Etat.

3. Chacun des membres élus du Conseil d'administration a pour suppléant la personnalité dont la candidature a été présentée par le même Etat membre que la sienne.

4. Le mandat des membres du Conseil d'administration élus par l'Assemblée générale commence à courir à partir de la clôture de la session ordinaire de l'Assemblée générale qui les a choisis et se termine à la fin de la deuxième session ordinaire subséquente. Ce mandat ne peut être immédiatement renouvelé. L'Assemblée générale, lors de sa première session, désignera par tirage au sort parmi les membres élus au Conseil d'administration trois membres dont le mandat expirera à la fin de la première session ordinaire subséquente. Le mandat des membres du Conseil d'administration élus par la première session de l'Assemblée générale prendra effet à partir du jour de leur élection.

5. Le Conseil d'administration, agissant sous l'autorité de l'Assemblée générale, est responsable devant elle de l'exécution du programme adopté par elle; notamment, il exerce les fonctions ci-après énumérées:

a) il examine et approuve les rapports et programmes annuels établis par le Directeur du Centre; le rapport biennal des activités qui doit être présenté à l'Assemblée générale lui est également soumis;

b) il contrôle la gestion financière du Centre et en fixe le budget annuel;

c) il décide des accords relatifs à la collaboration scientifique à conclure par le Centre;

d) il transmet à l'Assemblée générale la liste des candidats au poste de Directeur avec son avis motivé sur chacun d'eux;

e) il nomme aux postes importants du Centre sur proposition du Directeur;

## Article VI

*Executive Council*

1. The Executive Council shall consist of six persons elected by the General Assembly from candidates presented by Member States, according to the provisions of paragraph 2 of this Article, and of the representative of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization.

2. Each Member State shall present two candidates to the General Assembly, one being chosen for his scientific qualifications and the other for his administrative experience. In electing the members of the Executive Council, the General Assembly shall preserve an equitable geographical distribution. No one of the elected members of the Council shall be of the same nationality as any other.

3. Each elected member of the Council shall have, as deputy, the candidate presented with him by the same Member State.

4. The term of office of members of the Executive Council elected by the General Assembly shall run from the end of the ordinary session of the General Assembly which elected them until the end of the second ordinary session thereafter. Persons elected to the Executive Council are not immediately eligible for re-election. The General Assembly shall, at its first session, select, by lot, three elected members of the Executive Council for a term of office to expire at the end of the next ordinary session. The term of office of members of the Executive Council elected at the first session of the General Assembly shall run from the day of their election.

5. The Executive Council, acting under the authority of the General Assembly, shall be responsible to it for carrying out the programme adopted by the Assembly. In particular, it shall:

(a) examine and approve the annual reports and programmes drawn up by the Director of the Centre; the biennial report of activities to be presented to the General Assembly shall also be submitted to the Council;

(b) control the financial administration of the Centre and adopt the annual budget;

(c) determine the agreements to be concluded by the Centre dealing with scientific collaboration;

(d) submit to the General Assembly a list of candidates for the post of Director, with an opinion on each candidate;

(e) make the higher staff appointments of the Centre on the proposal of the Director;

f) il nomme, dans le cas où le Directeur du Centre ne peut continuer à exercer ses fonctions, un Directeur intérimaire qui reste en fonctions jusqu'à la prochaine session de l'Assemblée générale.

6. Le Conseil d'administration se réunit en session ordinaire deux fois par an. Il se réunit en session extraordinaire à la demande de trois de ses membres ou sur convocation de son président.

## Article VII

### *Directeur et Personnel*

1. Le Directeur du Centre est nommé par l'Assemblée générale sur présentation des candidatures par le Conseil d'administration. Il est désigné pour une période de quatre ans. Sa nomination est renouvelable.

2. Le Directeur dirige les travaux du Centre en se conformant aux programmes et directives arrêtés par l'Assemblée générale et selon les modalités arrêtées par le Conseil d'administration. Il représente le Centre en justice et dans tous les actes de la vie civile.

3. Le Directeur nomme à tous les postes scientifiques et administratifs du Centre autres que ceux désignés dans l'Article VI, paragraphe 5, sous-paragraphe e.

4. Sous réserve de réunir les plus hautes qualités d'intégrité, d'efficacité et de compétence technique, le personnel du Centre devra être recruté sur une base géographique aussi large que possible. La plus ample publicité devra être donnée à la vacance des postes.

5. Dans l'accomplissement de leurs fonctions, le Directeur et le personnel ne doivent solliciter ni recevoir aucune instruction d'aucun gouvernement, ni d'aucune autorité étrangère au Centre.

## Article VIII

### *Dispositions financières*

1. Les ressources financières dont dispose le Centre sont constituées par les contributions annuelles de ses Etats membres, par les dons, legs et subventions qu'il pourra recevoir conformément au paragraphe 6 du présent Article, ainsi que par les rémunérations qu'il percevra pour prestations de services.

2. La contribution annuelle des Etats membres au budget du Centre est déterminée en conformité du barème annexé à la présente Convention. Toutefois, l'Assemblée générale pourra s'il lui apparaît que les autres ressources financières du Centre le permettent, réduire dans une même proportion le montant des contributions à verser pour une année déterminée. Elle pourra aussi à la majorité des deux-tiers des membres présents et votants, augmenter dans une même proportion le montant des contributions à verser pour une année déterminée.

(f) if the Director is unable to continue his functions, appoint a substitute to hold office until the next session of the General Assembly.

6. The Executive Council shall meet in ordinary session twice a year. It shall meet in extraordinary session on the request of three of its members or if summoned by its Chairman.

## Article VII

### *Director and Staff*

1. The Director of the Centre shall be appointed by the General Assembly from among the candidates proposed by the Executive Council. He shall be appointed for a period of four years. He shall be eligible for re-appointment.

2. The Director shall conduct the work of the Centre in accordance with the programmes and directives decided upon by the General Assembly, along the lines laid down by the Executive Council. He shall represent the Centre for legal and all other civil purposes.

3. The Director shall appoint staff to fill all scientific and administrative posts, with the exception of the appointments referred to in Article VI, paragraph 5, sub-paragraph (e).

4. Subject to the paramount consideration of securing the highest standards of integrity, efficiency and technical competence, appointments to the staff shall be on as wide a geographical basis as possible. Extensive publicity shall be given to staff vacancies.

5. In the performance of their functions, the Director and the staff shall neither seek nor receive instructions from any Government or from any authority external to the Centre.

## Article VIII

### *Financial Provisions*

1. The financial resources of the Centre are made up of the annual contributions of Member States, of gifts, bequests and subventions which it may accept in accordance with paragraph 6 of this Article, and of payments received for services rendered.

2. The annual contributions of Member States to the budget of the Centre are to be fixed in accordance with the scale annexed to the present Convention. However, the General Assembly may reduce in equal proportions the amount to be contributed in any given year, if it appears to it that the other resources of the Centre permit such a course. It may also, by majority of two thirds of the members present and voting, increase in equal proportions the amount to be contributed in any given year.

3. Par dérogation aux dispositions du paragraphe 2 du présent Article, le montant à verser par tout Etat membre au titre de sa première contribution financière au budget du Centre, quelle que soit la date à laquelle cet Etat devient partie à la présente Convention, est fixé forfaitairement par la première session de l'Assemblée générale à un pourcentage déterminé de la somme prévue au barème annexé. Ce pourcentage ne pourra être inférieur à 100 % ni supérieur à 125 %.

4. En contrepartie de sa participation financière, chaque Etat membre a droit à l'utilisation gratuite des services du Centre dans une mesure qui sera fixée par l'Assemblée générale.

5. Si un Etat membre ne remplit pas ses obligations financières envers le Centre, l'Assemblée générale peut, sur recommandation du Conseil d'administration, suspendre le bénéfice des droits et privilèges de cet Etat membre dans une mesure qu'elle déterminera.

6. Le Directeur du Centre peut, avec l'approbation du Conseil d'administration, accepter tous dons, legs ou subventions offerts au Centre, à la condition que l'attribution de ces dons, legs ou subventions ne comporte aucune clause contraire aux buts du Centre.

#### Article IX

##### *Relations avec l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture*

Le Centre conclura avec l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture un accord en vue de régler les modalités d'une collaboration étroite et effective entre les deux institutions, notamment en ce qui regarde l'aide à apporter aux recherches, les échanges d'information et de personnel, le fonctionnement de services communs et l'octroi de facilités réciproques.

#### Article X

##### *Relations avec les pays hôtes*

Le Centre conclura des accords avec les pays sur le territoire desquels sont établis son siège ou ses laboratoires en vue d'assurer une collaboration effective avec des institutions de ces pays.

#### Article XI

##### *Capacité juridique et immunités du Centre*

1. Le Centre jouit, sur le territoire de chacun de ses Etats membres, de la capacité juridique et des privilèges et immunités qui lui sont nécessaires pour exercer ses fonctions et atteindre ses buts.

2. Des accords définiront les privilèges et immunités du Centre et de ses fonctionnaires dans les pays sur le territoire desquels sont établis le siège du Centre ou de ses laboratoires.

3. Notwithstanding the provisions of paragraph 2 of this Article, the amount payable by each Member State as its first financial contribution to the budget of the Centre shall, whatever the date on which a State becomes party to the present Convention, be determined definitively at the first session of the General Assembly at a fixed percentage of the amount set out in the scale annexed. This percentage may not be less than 100 % nor exceed 125 %.

4. In return for its financial contribution, each Member State shall have a right to the Centre's services free of charge, to an extent to be determined by the General Assembly.

5. Should a Member State fail to fulfil its financial obligations towards the Centre, the General Assembly may, on the recommendation of the Executive Council, suspend the rights and privileges to be enjoyed by that Member State to the extent determined by the General Assembly.

6. The Director of the Centre may, with the approval of the Executive Council, accept gifts, bequests or subventions offered to the Centre, provided that no condition, contrary to the aims of the Centre is attached to such gifts, bequests or subventions.

#### Article IX

##### *Relations with the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization*

The Centre shall conclude an agreement with the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization with a view to providing for close and effective co-operation between the two institutions, particularly in regard to aid to scientific research, exchange of information and staff, the functioning of common services and the granting of mutual facilities.

#### Article X

##### *Relations with Host Countries*

The Centre shall make agreements with the countries on whose territories the seat of the Centre or its laboratories are situated, in order to ensure effective collaboration with appropriate institutions in such countries.

#### Article XI

##### *Legal Status and Immunities of the Centre*

1. On the territory of each of its Member States, the Centre shall have the legal status and privileges and immunities which are necessary to carry out its functions and achieve its aims.

2. The privileges and immunities of the Centre and its staff in the countries on whose territory its seat or laboratories are established shall be provided for by agreements.

## Article XII

*Retrait des Etats membres*

Tout Etat membre peut notifier son retrait du Centre à tout moment après l'expiration d'un délai de trois années courant à partir du jour où il est devenu partie à la présente Convention. Cette notification prend effet un an après le jour où elle a été signifiée au Directeur du Centre, sous réserve que l'Etat membre intéressé ait à cette date payé sa contribution pour toutes les années pendant lesquelles il a appartenu au Centre, y compris l'exercice financier qui suivra la date de sa notification. Le Directeur communiquera cette notification à tous les Etats membres du Centre ainsi qu'au Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture.

## Article XIII

*Amendements*

Le présente Convention pourra être amendée par l'Assemblée générale sur proposition d'un Etat membre. Tout projet d'amendement devra avoir été communiqué aux Etats membres trois mois au moins avant d'être soumis à l'examen de l'Assemblée générale. Seuls les représentants des Etats membres du Centre participent au vote relatif à l'adoption d'un amendement; cette adoption ne peut être acquise que si elle réunit un nombre de voix égal aux deux tiers au moins du nombre de tous les Etats membres.

## Article XIV

*Dispositions finales*

1. La présente Convention est ouverte à la signature et à l'acceptation de tous les Etats membres de l'Organisation des Nations Unies ou de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture ou de l'une des autres institutions spécialisées de l'Organisation des Nations Unies.

2. Les Etats pourront devenir parties à la présente Convention par:

- a) la signature sans réserve d'une acceptation ultérieure;
- b) la signature sous réserve d'acceptation suivie de l'acceptation;

c) l'acceptation pure et simple.

L'acceptation deviendra effective par le dépôt d'un instrument officiel entre les mains du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture.

3. La présente Convention entrera en vigueur lorsque dix Etats en seront devenus parties, conformément aux dispositions du paragraphe 2 du présent Article.

## Article XII

*Withdrawal of Member States*

Any Member State may give notice of withdrawal from the Centre at any time after the expiration of three years from the date of becoming party to this Convention. Such notice shall take effect one year after the date of its communication to the Director of the Centre, subject to the Member State's having at that time paid its annual contribution for each year of its membership, including the financial year following the date of such notice. The Director shall communicate this notice to all Member States of the Centre and to the Director-General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization.

## Article XIII

*Amendments*

The present Convention may be amended by the General Assembly on the proposal of a Member State. Each proposed amendment must be communicated to Member States at least three months before being submitted to the General Assembly. Only representatives of Member States may vote on amendments. A proposal for amendment is passed only if it obtains affirmative votes equal in number to at least two thirds of the number of Member States.

## Article XIV

*Final Provisions*

1. This Convention shall be open for signature and acceptance by all Member States of the United Nations or of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization, or of any of the other Specialized Agencies of the United Nations.

2. States may become parties to this Convention by:

- (a) signature without reservation as to subsequent acceptance;
- (b) signature with reservation as to acceptance, followed by acceptance;
- (c) unconditional acceptance.

Acceptance shall be valid when an official instrument has been deposited with the Director-General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization.

3. This Convention shall enter into force when ten States have become parties thereto in accordance with the provisions of paragraph 2 of this Article.

4. Le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture informera les Etats parties à la présente Convention de la date de son entrée en vigueur. Il les informera également des dates auxquelles d'autres Etats deviendront parties à cette Convention.

5. Dès l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture la présentera à l'enregistrement au Secrétariat des Nations Unies, conformément à l'Article 102 de la Charte des Nations Unies.

EN FOI DE QUOI les représentants soussignés, dûment autorisés à cet effet, signent la présente Convention.

Fait en la Ville de Paris ce six décembre mil neuf cent cinquante et un, en un seul exemplaire, dans les langues française et anglaise, les deux textes faisant également foi.

L'exemplaire original sera déposé dans les archives de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture. Le Directeur général de cette Organisation délivrera une copie certifiée conforme à chacun des Gouvernements des Etats mentionnés dans l'Article XIV, paragraphe 1.

## Annexe

### *Barème des contributions*

#### I. *Pays membres de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (Unesco).*

Groupe A: Pays dont la contribution à l'Unesco est inférieure à 0,50% du budget de l'Unesco, l'équivalent de .....	US \$ 2.000
Groupe B: Pays dont la contribution à l'Unesco est égale ou supérieure à 0,50 % et inférieure à 2 % du budget de l'Unesco, l'équivalent de .....	US \$ 5.000
Groupe C: Pays dont la contribution à l'Unesco est égale ou supérieure à 2 % et inférieure à 5 % du budget de l'Unesco, l'équivalent de .....	US \$ 10.000
Groupe D: Pays dont la contribution à l'Unesco est égale ou supérieure à 5 % et inférieure à 15 % du budget de l'Unesco, l'équivalent de .....	US \$ 15.000

4. The Director-General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization shall inform States parties to this Convention of the date of its entering into force. He shall inform them also of the dates on which other States become parties to this Convention.

5. Upon the entry into force of this Convention, the Director-General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization shall transmit it for registration to the Secretariat of the United Nations in accordance with Article 102 of the Charter of the United Nations.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned representatives, duly authorized to that effect, have signed this Convention.

Done in the City of Paris, the sixth of December 1951, in one copy, in the French and English languages, both texts being equally authentic.

The original shall be deposited in the archives of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization. The Director-General of that Organization shall deliver certified copies to each of the Governments of the States mentioned in Article XIV, paragraph 1.

## Annex

### *Scale of Contributions*

#### I. *States which are members of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (Unesco).*

Group A:	States whose contributions to Unesco are less than 0.50 % of the Unesco budget, the equivalent of .....	US \$ 2,000
Group B:	States whose contributions to Unesco equal or exceed 0.50 % and are less than 2 % of the Unesco budget, the equivalent of .....	US \$ 5,000
Group C:	States whose contributions to Unesco equal or exceed 2 % and are less than 5 % of the Unesco budget, the equivalent of .....	US \$ 10,000
Group D:	States whose contributions to Unesco equal or exceed 5 % and are less than 15 % of the Unesco budget, the equivalent of .....	US \$ 15,000

Groupe E: Pays dont la contribution à l'Unesco est  
égale ou supérieure à 15 % du budget  
de l'Unesco, l'équivalent de ..... US \$ 20.000

II. *Pays membres de l'Organisation des Nations Unies, mais qui ne sont pas membres de l'Unesco.* Ces pays seront placés dans les groupes ci-dessus sur la base du pourcentage de leur contribution au budget de l'Organisation des Nations Unies.

III. *Pays membres de l'une des institutions spécialisées de l'Organisation des Nations Unies, mais qui ne sont pas membres de l'Unesco, ni de l'Organisation des Nations Unies.* Ces pays seront placés dans les groupes ci-dessus sur la base du pourcentage probable de leur contribution au budget de l'Organisation des Nations Unies déterminé par le Comité des contributions de l'Organisation des Nations Unies.

Pour le Royaume de Belgique  
For the Kingdom of Belgium

*Sous réserve de ratification*

GUILLAUME

Pour le Royaume d'Egypte  
For the Kingdom of Egypt

*Sous réserve de ratification*

Dr. DIWANY

Pour le Royaume d'Irak  
For the Kingdom of Irak

*Subject to ratification*

S. MAHDI

Pour l'Etat d'Israel  
For the State of Israel

*Subject to ratification*

A. TALMI

Pour la République d'Italie  
For the Republic of Italy

*Sous réserve de ratification*

A. DE CLEMENTI

Group E: States whose contributions to Unesco  
equal or exceed 15 % of the Unesco  
budget, the equivalent of ..... US \$ 20,000

II. *States which are members of the United Nations, but not members of Unesco.* These States will be placed in the above groups on the basis of the percentages of their contributions to the budget of the United Nations.

III. *States which are members of one of the Specialized Agencies of the United Nations, but are not members of Unesco nor of the United Nations.* These States will be placed in the above groups on the basis of the probable percentage of their contribution to the United Nations determined by the Committee on Contributions of the United Nations.

Pour le Japon  
For Japan

*Sous réserve d'acceptation*

TORU HAGUIWARA

Pour les Etats-Unis du Mexique  
For the United States of Mexico

*Sous réserve d'acceptation*

ANTONIO CASTRO-LEAL

Pour la République de Turquie  
For the Republic of Turkey

*Sous réserve de ratification*

A. TEOMAN

Pour la République de Libéria  
For the Republic of Liberia

*Subject to ratification*

12th December 1951

D. D. LAWRENCE

Pour le Royaume des Pays-Bas  
For the Kingdom of the Netherlands

*Sous réserve de ratification*

(le 7 janvier 1952)

F. BENDER

D. GOEDKEURING

Het Verdrag behoeft de goedkeuring van de Staten-Generaal ingevolge artikel 60, lid 2, van de Grondwet, alvorens te kunnen worden bekrachtigd.

E. BEKRACHTIGING

Een akte van bekrachtiging is, overeenkomstig artikel XIV, lid 2, van het Verdrag, bij de Directeur-Generaal van de Organisatie der Verenigde Naties voor Onderwijs, Wetenschap en Cultuur te Parijs nedergelegd door:

Japan ..... 10 Juni 1952

G. INWERKINGTREDING

Het Verdrag zal ingevolge artikel XIV, lid 3, in werking treden, zodra 10 Staten er partij bij zijn geworden door ondertekening zonder voorbehoud van bekrachtiging, of door ondertekening met een zodanig voorbehoud gevolgd door bekrachtiging, of door toetreding.

J. GEGEVENS

Het Statuut van de Organisatie der Verenigde Naties voor Onderwijs, Wetenschap en Cultuur, naar welke Organisatie wordt verwezen in de preambule en elders in het onderhavige Verdrag, is bekendgemaakt bij Koninklijk besluit van 25 Februari 1947 in *Stb.* No. H 62.

Uitgegeven de *twintigste* November 1952.

*De Minister van Buitenlandse Zaken,*  
J. W. BEYEN.